

À bas Macron ! Manifestation nationale unie à l'Élysée !

Le capitalisme, qui est depuis longtemps mené par des grands groupes, détériore depuis plus d'un siècle l'environnement parce qu'il est basé sur le profit et la concurrence, pas l'intérêt de l'humanité. Depuis la crise capitaliste mondiale de 1974, la classe ouvrière française subit un chômage de masse. Depuis la crise capitaliste mondiale de 2008, la classe ouvrière a été appauvrie et précarisée pour que la bourgeoisie française conserve ses profits. Les logements des travailleurs pauvres des villes se délabrent, la SNCF ferme les petites lignes de train, la santé publique et l'enseignement public sont étran-glés. Les plus pauvres des pauvres, les migrants, sont la cible de la répression douanière et policière. La police et l'armée recrutent et s'équipent plus que jamais.

Hollande et le gouvernement PS-PRG-EELV ont gouverné pour la bourgeoisie et déçu la masse des travailleurs qui avaient voté pour lui et pour le PS. Cela a facilité l'accession de Macron, ancien banquier d'affaires et ancien ministre de l'économie de Hollande, à la présidence. Depuis deux ans, Macron, au compte de la bourgeoisie a redoublé les attaques contre les travailleurs, renforcé l'exploitation et la flexibilité de l'emploi et des salaires. Au nom de la « transition écologique », il a transféré une grande partie des impôts des capitalistes et des riches sur le dos des travailleurs. Mais le PS, La France insoumise le PCF, Générations ont expliqué qu'il fallait attendre les prochaines élections. LFI préconise le protectionnisme et fait croire que les problèmes viennent de l'étranger (l'UE, l'Allemagne...) et non du capitalisme.

Les directions syndicales de la CGT, de la CFDT, de FO, de Solidaires... ont été incapables d'empêcher les attaques des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron parce qu'elles ont toujours accepté de les négocier et parce qu'elles ont empêché la grève générale. Actuellement, les chefs syndicaux acceptent de discuter des projets contre les chômeurs, les retraités et les fonctionnaires. Le PCF, LFI, LO, le NPA...les ont cautionnés à chaque fois. Comment s'étonner que le mécontentement populaire grandissant ait finalement explosé en dehors des partis « réformistes » et des syndicats de salariés ?

Le 17 novembre, à partir d'appels lancés sur les réseaux sociaux, est apparue une mobilisation visiblement spontanée contre la hausse des prix des carburants, avec des « gilets jaunes » comme signe de ralliement. Elle n'est pas énorme, mais elle dure. Elle agglomère des travailleurs indépendants (surtout des artisans, quelques agriculteurs...), le petit encadrement, des ouvriers et des employés qui ont besoin de la voiture pour travailler, des chômeurs, des retraités victimes de l'augmentation de la CSG et du blocage des pensions. Ce mouvement traverse plusieurs classes sociales, sans organisation structurée, sans assemblées démocratiques. Le patronat lui-même ne le soutient pas, la fédération des transporteurs a notamment refusé de le rejoindre. Les capitalistes de ce secteur sont récompensés : ils sont déjà exemptés d'une partie des taxes sur les carburants depuis toujours et le gouvernement renonce à la « taxe poids lourds ».

Le mouvement a pour l'instant des objectifs différents et parfois opposés : refus de toute fiscalité ou recréation de l'ISF, démission de Macron ou exigence qu'il écoute. Pour exprimer qu'ils incarnent le peuple, les manifestants brandissent des drapeaux tricolores, sans voir que ce sont depuis 1848 les symboles de la soumission des travailleurs aux exploiters et aux puissants.

Les actions, pour l'instant, ne sont pas des grèves, mais des blocages de carrefours et de centres commerciaux qui gênent des salariés et dressent des commerçants contre le mouvement. Inorganisés, les « gilets jaunes » subissent la répression policière. Les manifestations aux Champs-Élysées sont aussi impuissantes et se prêtent en outre aux manipulations des provocateurs et des fascistes. Plusieurs fois, certains ont dérapé dans le racisme et la xénophobie. Des migrants sans papiers ont même été livrés à la gendarmerie dans la Somme le 20 novembre.

Macron est déstabilisé. En misant sur la confusion des gilets jaunes, les partis politiques de la bourgeoisie qui sont concurrents de LREM (LR de Wauquiez, DIF de Dupont-Aignan, RN de Le Pen...) tentent de récupérer le mouvement alors qu'ils servent les mêmes intérêts que Macron, ceux de la bourgeoisie française.

La responsabilité des organisations ouvrières est immense. Il ne s'agit pas de voler au secours de Macron comme le chef de la CFDT. Il faut empêcher le basculement dans le désespoir et la réaction. Il faut orienter la protestation vers l'unité des travailleurs et vers l'efficacité. Il faut que les syndicats rompent avec le gouvernement, mobilisent et s'unissent pour :

- abolition de tous les impôts sur la consommation courante (TVA, TIPP, TICPE...) ! taxe écologique sur le grand capital et les riches ! impôts progressifs sur les revenus et les patrimoines ! fin des exonérations offertes au patronat et augmentation des cotisations patronales ! suppression des cotisations sociales salariales !
- expropriation des sociétés d'autoroutes ! expropriation des banques qui organisent la fraude fiscale des riches ! expropriation des grands groupes pétroliers et automobiles ! gratuité des transports publics dans les agglomérations et des autoroutes !
- interdiction des licenciements et réduction du temps de travail ! augmentation du smic et de tous les salaires, indexation des salaires et des pensions ! logement bon marché et de qualité dans les villes !
- assemblées générales dans les entreprises, les lieux d'études et les quartiers ! élection des représentants ! service d'ordre décidé par les AG pour défendre les grèves et les manifestations ! coordination dans chaque ville, dans chaque département, dans tout le pays !
- à bas Macron ! manifestation nationale unie à l'Élysée ! gouvernement des travailleurs !

28 novembre 2018

